

## Opinion - L'opération «Hiver 2012»: de l'État social au sparadrap social (19.2.12)

***Donc, notre radio-télévision publique francophone a mené une très médiatique opération «Hiver 2012» la semaine dernière. Riche idée. RTL doit se mordre les doigts de ne pas y avoir pensé. Le mercredi, une journaliste s'émouvait de la situation de Francesco, se réchauffant au feu de bois dans son salon qui atteignait à peine les 6°C. Francesco est malade et ne peut plus travailler. Son allocation d'invalidité ne lui permet pas de remplir sa citerne à mazout.***

Et la journaliste de lui tendre un micro compatissant:

*«Comment fait-on pour vivre avec 1.200€ par mois?»* Cette question, on aurait pu la poser aux nombreux travailleurs à temps plein dont le salaire ne dépasse pas cette somme. Mais ce n'était pas le sujet...

Ce qui étonne, c'est la surprise des organisateurs devant *«la magnifique solidarité des Belges»*. Pourtant, les multiples opérations 11.11.11, Iles de Paix et autre Télévie montrent bien que Monsieur et Madame Tout le Monde sont solidaires et ont le cœur sur la main.

Quelques-uns, qui savaient de quoi il s'agissait, ont osé, avec beaucoup de précaution et de délicatesse, essayer d'expliquer que tout n'était pas aussi simple; que proposer gratuitement un logement meublé et chauffé à quelqu'un qui n'a connu que la rue depuis des années pouvait être problématique. Et que par contre, le proposer en location au CPAS qui pouvait le transformer en habitation sociale et servir d'intermédiaire avec le propriétaire, c'était une solution plus durable... Une de ces personnes a souligné le fait que la vraie solution devait être structurelle et non laissée à la bonne volonté des citoyens.

Merci à ces acteurs sociaux d'avoir eu l'intelligence et un certain courage, d'oser inscrire quelques bémols à la déferlante solidaire. Ils ne l'ont pas fait pour dévaloriser les bons sentiments – nul doute qu'ils ont sauvé des vies en cette période de grand froid – mais pour souligner la nécessité d'apporter au problème des solutions structurelles mises en œuvre par les pouvoirs publics.

On ne peut s'empêcher de faire le lien avec l'article du Soir du 8 février sur les «tabous» de la société belge. 3ème tabou: *«Les syndicats freinent le progrès»*, titre mis entre guillemets pour préserver le quotidien de toute critique.

L'article citait: *«Ouvrons les yeux, nous vivons dans un état de prospérité croissante. Mais cela a un prix. On n'a jamais pensé aux reculs, pourtant il faut s'y faire.»* Signé: Vincent Reuter, patron de l'Union wallonne des Entreprises.

Donc, **«Nous vivons dans un état de prospérité croissante»**.

**Allez dire ça** aux deux dames interrogées sur la deuxième chaîne de télévision française qui dorment dans leur voiture, qu'elles ont réussi à conserver: l'une depuis deux ans; l'autre depuis quelques mois. Depuis qu'elle a perdu son logement, depuis qu'on lui a retiré la garde de ses enfants. Celle-ci pleurait car malgré la couette qu'elle avait pu aussi conserver, elle ne parvenait pas à se réchauffer et scandait telle une mélodie: *«J'ai froid... et j'ai froid»*. Et le «et» de sa phrase prenait soudain une intensité inhumaine... Celle-là, plus aguerrie, disait qu'elle avait passé un an à se rendre invisible, car elle avait honte...

**Allez dire ça** au petit vieux qui vit dans une pièce de quelques mètres carrés et à qui EDF a coupé l'électricité. Il fait 2°C dans sa chambre. Il veut bien rembourser 100 € par mois mais essuie un refus clair et net : sans le remboursement de la somme globale de 500 €, pas de courant. EDF: Electricité de France...

Revenons à nos deux dames scotchées à leur voiture: fini de se rendre invisibles car elles n'ont plus rien à perdre. Elles acceptent d'être filmées pour le JT. Le lendemain: avalanche d'offres de

toute nature: une gentille dame leur offre la jouissance d'un coquet appartement en plein Paris et montre: il y a tout le confort et c'est chauffé. Elles pourront en disposer... quelques jours, précise la dame. Celle qui dit avoir eu honte a compris qu'elle doit accepter la solidarité pour survivre et en est reconnaissante, mais elle sait aussi que pour chasser définitivement la honte, la solution est obligatoirement autre.

Et quel est le seul acteur capable d'apporter cette solution structurelle? L'Etat. Lui seul peut sortir les citoyens démunis de la charité et d'un sentiment de honte, en reconnaissant leurs droits de citoyens: droit non seulement au vivre et au couvert décents, mais également au travail qui les procure, sans parler du droit aux loisirs, à la culture... Cette «opération Hiver 2012» est, malgré elle, une parfaite parabole de l'importance de l'Etat dans l'organisation de la vie en société.

On offre des couvertures et de l'argent quand il faudrait surtout des logements. On est prêt à faire la charité, mais on râle de devoir payer des impôts et des cotisations sociales... qui sont pourtant la clé du bien-être pour tous: la protection sociale, les services publics, la santé, des pensions dignes...

Le vrai drame est d'avoir mené pendant des années des attaques en règle contre les pouvoirs publics. Aujourd'hui, ces pouvoirs et services publics dont on a raboté et les moyens et la légitimité, ne sont plus en capacité d'atteindre leurs objectifs. Qu'on ne se méprenne pas. Le but de notre démarche n'est évidemment pas de dénigrer les actes de solidarité nécessaires pour parer à l'urgence mais bien de remplacer la couverture de laine par une véritable couverture sociale(2). A la veille d'un contrôle budgétaire qui, si l'on ne réagit pas, ne fera qu'aggraver le sort des plus pauvres, aura-t-on droit à une tout aussi médiatique campagne de sensibilisation qui mette le doigt sur les véritables raisons de la précarité croissante de la population?

**Thierry Bodson, Secrétaire général de la FGTB wallonne**

**Francis Wégimont, Secrétaire général de l'IRW CGSP**

**Matéo Alaluf, sociologue**

**Marc Jacquemain, sociologue**

**Hugues Le Paige, journaliste-réalisateur, directeur de la revue Politique**

**Christine Mahy, Secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP)**

(1) Expression utilisée par une travailleuse sociale lors d'une interview.

(2) Irène Kaufer,

« Une couverture en laine c'est bien, une couverture sociale c'est mieux. »

Article publié sur les blogs de POLITIQUE, revue de débat.